

L'activité économique régionale en berne mais l'emploi résiste

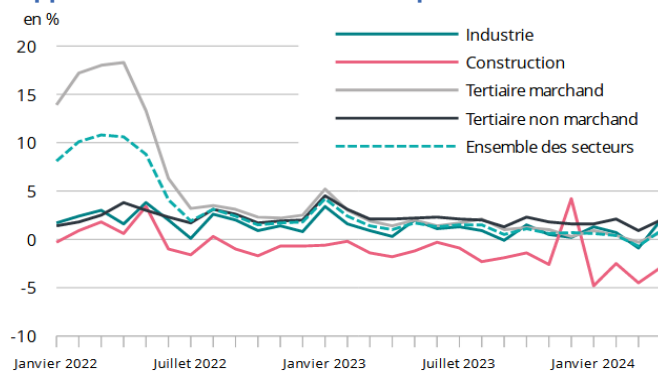
Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes • n° 43 • Juillet 2024

Dans un contexte national incertain, les indicateurs évoluent en ordre dispersé en Auvergne-Rhône-Alpes au premier trimestre 2024. L'activité économique, mesurée par le nombre d'heures rémunérées par les entreprises, a fortement reculé en fin de trimestre après avoir progressé modérément lors des deux premiers mois de l'année. L'emploi salarié résiste et continue d'augmenter malgré un ralentissement, tout comme en France. Il croît légèrement dans les secteurs de l'industrie, des services marchands et non marchands et poursuit son repli dans la construction et l'intérim, où la baisse s'intensifie. Le taux de chômage diminue très légèrement dans la région après trois trimestres consécutifs de hausse mais se situe toujours à un niveau bas. Le nombre de créations d'entreprises augmente fortement, ce regain profitant à l'ensemble des secteurs. Cependant, les défaillances continuent de progresser, de façon plus marquée qu'au niveau national, pour atteindre leur plus haut niveau depuis quatre ans. L'activité touristique est comparable à celle du premier trimestre 2023, avec une hausse de la clientèle étrangère.

Une activité qui ralentit encore, un mois de mars dans le rouge

Au premier trimestre 2024 en Auvergne-Rhône-Alpes, l'activité économique, estimée par le nombre d'heures rémunérées par les entreprises, ralentit de façon de plus en plus marquée, jusqu'à atteindre, en mars, une variation négative. Dans un premier temps, l'activité freine encore en janvier (+0,6 % après +0,7 % en décembre), puis en février (+0,4 %), avant de passer au rouge en mars (-0,7 %) ; une telle évolution n'avait plus été enregistrée depuis la crise sanitaire. Au niveau national, le même schéma est à l'œuvre, avec +0,8 %, +0,5 % et -0,6 % respectivement en janvier, février et mars. Cependant, les premières données disponibles pour le mois d'avril annoncent un léger rebond de l'activité ► **figure 1**.

► 1. Écart des heures rémunérées par secteur par rapport au même mois de l'année précédente



Note : Ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires, ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

Champ : Secteur privé hors secteur agricole en Auvergne-Rhône-Alpes.

Source : DSN - traitement provisoire, Insee.

Dans la construction, la baisse de l'activité se poursuit depuis plus d'un an. La hausse apparente de décembre s'équilibre, suite à un effet de gestion, avec le mois de janvier 2024 ► **avertissement**. Le mois de mars subit une très forte chute, de -3,9 %. L'activité

augmente faiblement ce trimestre dans l'industrie (+0,3 %), de même dans le tertiaire marchand, mais de manière un peu plus marquée. Dans ces deux secteurs aussi, on observe un repli de l'activité en janvier (respectivement +1,3 % et +0,9 %), un ralentissement en février (+0,7 % et 0,4 %) puis une décroissance en mars (-0,9 % et -0,3 %). Ce phénomène se retrouve au niveau national pour ces deux secteurs (respectivement -1,2 % et -0,2 % en mars). Le tertiaire non marchand est le seul secteur qui ne connaît pas d'évolution négative en mars.

Avertissement sur les heures rémunérées

Pour les mois de décembre 2023 et janvier 2024, dans le secteur de la construction, la variation des heures rémunérées n'est pas représentative de la variation de l'activité qu'elle est censée illustrer. Les heures rémunérées dans la construction sont, dans quasiment toutes les régions, par rapport au même mois de l'année précédente, en forte augmentation en décembre 2023 et en forte baisse en janvier 2024. Ces évolutions viennent du fait que, dans la construction, les congés des salariés ne sont pas rémunérés directement par l'employeur mais par des caisses indépendantes et ne sont donc pas pris en compte. Or, le positionnement atypique des vacances scolaires a entraîné, par rapport à l'année précédente, moins de congés en décembre 2023 et davantage en janvier 2024.

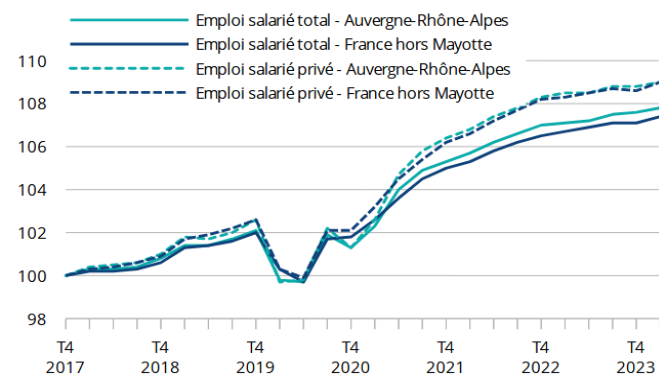
L'emploi salarié à nouveau en légère hausse début 2024

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié progresse à nouveau au premier trimestre 2024, quoique très légèrement (+0,2 %), suivant ainsi la même tendance qu'au niveau national ► **figure 2**.

L'emploi public, qui pèse un cinquième de l'emploi total, représente près du tiers de cette croissance. Sur un an, la croissance de l'emploi salarié dépasse de peu 20 000 postes, soit une hausse de 0,6 %, en ralentissement. Sur un trimestre, l'emploi augmente faiblement dans l'ensemble des départements de la région. Seul le Rhône confirme son dynamisme et progresse de 0,4 % en trois mois ; il représente ainsi la moitié de la variation trimestrielle de l'emploi régional, alors qu'il ne pèse qu'un emploi sur trois dans le total des salariés. Sur un an, le Rhône concentre également la moitié de la variation nette de l'emploi salarié régional.

► 2. Évolution de l'emploi salarié

Indice base 100 au 4^e trimestre 2017



Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

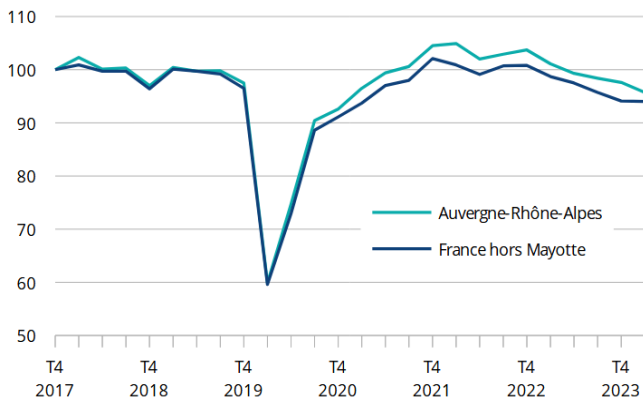
L'intérim toujours en baisse

Au premier trimestre 2024, avec 106 400 emplois, l'emploi intérimaire baisse pour le cinquième trimestre consécutif. Le secteur diminue de 1,9 % par rapport au trimestre précédent après -0,9 % au quatrième trimestre 2023. La tendance concerne à présent tous les grands secteurs des missions intérimaires et plus seulement la construction. L'intérim stagne au niveau national (-0,1 %) ► **figure 3.**

Il diminue dans tous les départements de la région sauf dans l'Ain (+1,4 %) et dans le Puy-de-Dôme (+0,4 %). Il est en fort repli en Haute-Savoie (-6,3 %), en Savoie (-5,0 %) et dans l'Isère (-4,1 %).

► 3. Évolution de l'emploi intérimaire

Indice base 100 au 4^e trimestre 2017



Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Légère augmentation dans l'industrie

Avec 513 300 salariés au premier trimestre, l'industrie augmente légèrement (+0,2 %), une évolution équivalente à celle du niveau national. Cette variation passe ce trimestre en dessous des 1 000 postes nets créés, contre 1 500 en moyenne au cours des quatre trimestres précédents ► **figure 4.** Sur un an, l'évolution reste d'un peu plus de 1 %, soit un gain total d'effectifs de 5 300 emplois. L'emploi industriel croît dans quasiment tous les départements. Au sein de l'industrie, la fabrication de matériels de transport est le secteur progressant le plus (+0,9 %). Bien qu'il comprenne seulement 5,3 % des effectifs industriels, il contribue à 26 % de la hausse de l'emploi trimestriel.

L'industrie agroalimentaire est le deuxième secteur le plus dynamique (+0,6 %). Il contribue à 45 % à la hausse des effectifs du secteur, bien qu'il n'en représente que 14 %.

Le secteur de l'énergie, de l'eau, des déchets et du raffinage progresse plus faiblement (+0,3 %). Ce trimestre, les deux secteurs industriels

les plus employeurs, qui sont la fabrication d'autres produits industriels (53 % des effectifs), et la fabrication d'équipements électriques et électroniques (17 %), stagnent.

Les services marchands et non marchands repartent à la hausse

L'emploi dans les services marchands (hors intérim) reprend à nouveau sa hausse après un trimestre de pause. Avec 1 440 800 emplois au 1^{er} trimestre, il augmente de 0,4 % (6 000 emplois supplémentaires) par rapport au trimestre précédent, une évolution proche du niveau national (+0,4 %)

► **figure 5.**

Il ne diminue que dans trois départements : l'Allier (-0,6 %), la Drôme (-0,3 %) et la Loire (-0,1 %). La croissance est principalement portée par le Rhône, l'Isère et la Savoie qui représentent 92 % de la variation régionale trimestrielle (+5 500 emplois) ainsi que 91 % de la variation annuelle (+12 900).

Cette hausse est entraînée par l'hébergement et la restauration (+1,0 %, +1 500 emplois supplémentaires), les services aux ménages (+1,0 %, +1 350 emplois) et les services aux entreprises (+0,9 %, +3 100 emplois). Ces trois secteurs contribuent à la quasi-totalité de la progression de l'emploi, que ce soit sur ce trimestre ou sur un an. L'emploi continue de reculer dans les activités immobilières (-0,6 %) et dans l'information-communication (-0,3 %).

► 4. Emploi salarié par secteur

Secteur d'activité	Effectif au 1 ^{er} trimestre 2024	Évolution par rapport au 4 ^e trimestre 2023		Évolution par rapport au 1 ^{er} trimestre 2023	
		Effectif	%	France hors Mayotte (en %)	2023 (en %)
Agriculture	25 400	+50	+0,2	-0,3	-0,4
Industrie	513 300	+1 000	+0,2	+0,2	+1,0
Construction	198 000	-1 300	-0,7	-0,6	-1,5
Tertiaire marchand hors intérim	1 440 800	+6 000	+0,4	+0,4	+0,9
Intérim	106 400	-2 000	-1,9	-0,1	-5,3
Tertiaire non marchand	986 200	+3 900	+0,4	+0,3	+1,2
Ensemble	3 270 000	+7 600	+0,2	+0,3	+0,6

Note : Données corrigées des variations saisonnières et arrondies pour les effectifs.

Champ : Emploi salarié total.

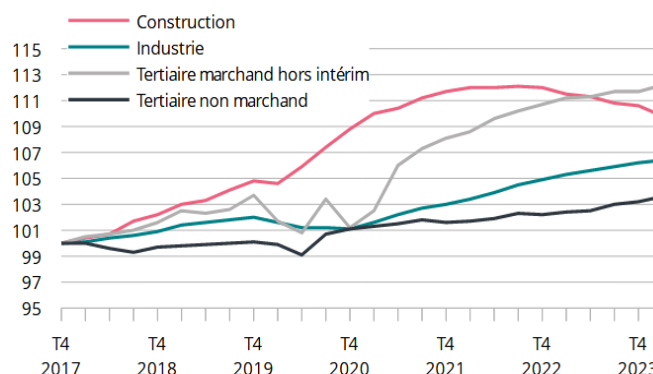
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Dans les services non marchands, l'emploi est également en hausse de 0,4 %, soit 3 900 emplois supplémentaires (+0,3 % en France) après +0,1 % le trimestre précédent.

Dans ce secteur, l'emploi ne diminue que dans l'Isère (-0,1 %). Il augmente dans tous les autres départements, et plus fortement dans la Drôme (+1,2 %), en Haute-Loire et en Haute-Savoie (+0,7 %).

► 5. Évolution de l'emploi salarié par secteur

Indice base 100 au 4^e trimestre 2017



Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié total hors intérim.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

La construction poursuit sa baisse

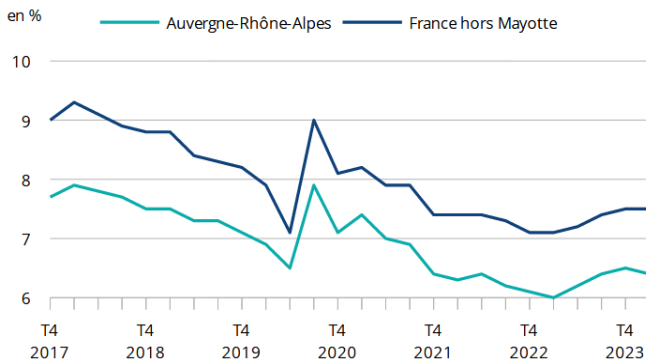
Dans la construction, l'emploi diminue encore, de 0,7 %, soit 1 300 emplois de moins au 1^{er} trimestre 2024 (-0,6 % en France) après -0,2 % le trimestre précédent. Le repli reste marqué en Haute-Savoie (-1,6 %), en Savoie et dans l'Ain (-1,0 %), mais aussi dans le Rhône (-0,9 %) qui concentre 82 % de la baisse des effectifs. Ce secteur stagne ou limite les pertes ce trimestre dans d'autres départements : l'Ardèche, l'Allier, la Loire, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme.

Quasi-stagnation du chômage sur l'ensemble de la région

Au premier trimestre 2024, le taux de chômage localisé s'élève à 6,4 % de la population active, en recul de 0,1 point par rapport au trimestre précédent. Ce taux est structurellement inférieur à celui enregistré en France (hors Mayotte), où il s'élève à 7,5 % ► **figure 6**. Il est toutefois supérieur de 0,4 point à son niveau du premier trimestre 2023, qui était le plus bas depuis fin 2008 (6,0 %). Mais il demeure cependant nettement au-dessous de son pic du deuxième trimestre 2015 où il culminait à 9,1 %, soit 2,7 points au-dessus du taux actuel.

Le taux de chômage varie très peu ou reste stable dans la plupart des départements de la région. C'est dans la Drôme qu'il recule le plus (-0,2 point). De faibles variations sont enregistrées dans l'Allier, la Haute-Loire, le Puy-de-Dôme, le Rhône et la Haute-Savoie avec une baisse de 0,1 point. Les départements de la région les moins touchés par le chômage demeurent le Cantal, avec un taux de chômage de 4,3 %, et la Savoie (5,4 %) ; l'Ardèche et de la Drôme sont les plus affectés (8,0 %).

► 6. Taux de chômage



Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisé.

Les créations d'entreprises en forte hausse

En Auvergne-Rhône-Alpes, 33 800 entreprises ont été créées au 1^{er} trimestre 2024, soit 5,6 % de plus qu'au trimestre précédent. Au niveau national, la hausse est de 4,0 % ► **figure 7**.

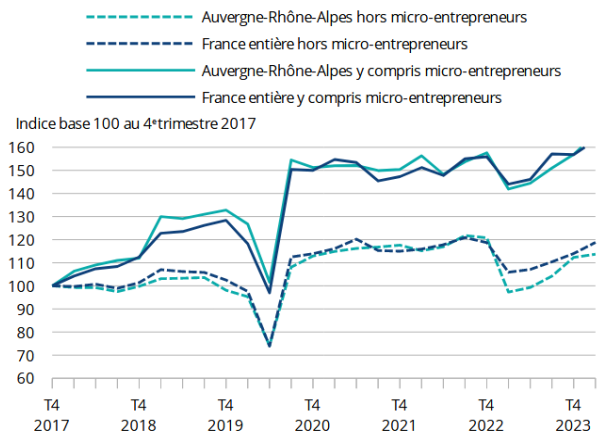
Le nombre de nouvelles entreprises augmente dans l'ensemble des secteurs, plus fortement dans les services (+6,1 %), secteur qui concentre près de 59 % des créations d'entreprises (19 800 créations ce trimestre). Le nombre de créations progresse de 5,5 % dans la construction et de 5,1 % dans l'industrie. La croissance est plus modérée dans le commerce (+4,6 %).

Les créations sous le statut de micro-entrepreneur, qui représentent deux tiers des enregistrements, soutiennent la hausse, avec +8,0 % sur un trimestre, contre +1,3 % pour les entreprises classiques.

Sur une année, d'avril 2023 à mars 2024, le nombre de créations hors micro-entreprises baisse de 5,9 % par rapport à la même période de l'année précédente (d'avril 2022 à mars 2023), alors que le nombre de nouvelles micro-entreprises croît de 8,0 %. Au global, la progression nette du nombre d'entreprises atteint 2,7 % entre les deux périodes, avec 126 000 entreprises supplémentaires.

Chez les micro-entrepreneurs, l'industrie est le secteur augmentant le plus, avec 10,5 % de créations de plus par rapport au trimestre précédent. Cependant, le secteur des services reste le principal moteur de la création de micro-entreprises (61 % des nouvelles entreprises), comme il l'est pour les entreprises classiques (55 %). En Auvergne-Rhône-Alpes, entre avril 2023 et mars 2024, 7 100 entreprises ont fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire (+33 % par rapport à la même période de l'année précédente). Le nombre de défaillances est en hausse continue depuis fin 2021. Toutefois, la dernière tendance mensuelle et l'évolution nationale laissent penser qu'une stabilisation pourrait s'opérer au trimestre suivant.

► 7. Évolution des créations d'entreprises



Note : Données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : Ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, SIDE.

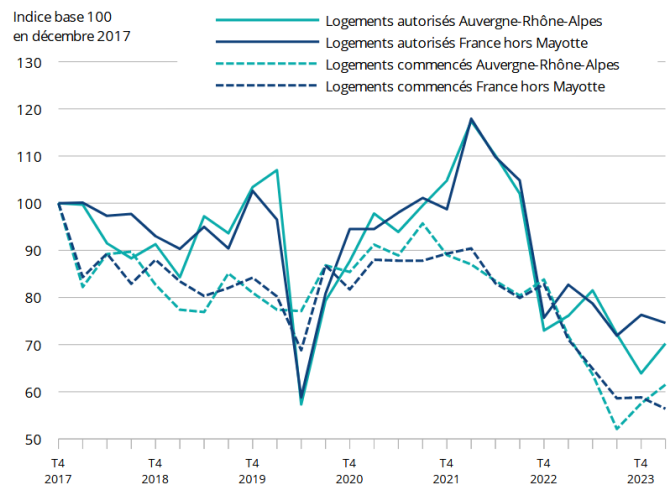
L'activité dans la construction toujours faible malgré une légère reprise en début d'année

En Auvergne-Rhône-Alpes, le nombre de logements commencés, en données corrigées des variations saisonnières, progresse à nouveau depuis deux trimestres à un rythme très modéré (+400 logements au premier trimestre 2014), sans atteindre la barre des 10 000 logements, seuil historiquement bas sous lequel il était tombé mi-2023. Au niveau national, les résultats sont encore plus sombres ce trimestre avec une baisse toujours persistante

► figure 8.

Le nombre de mises en chantier sur une année glissante (en données non corrigées des variations saisonnières) a reculé de 26,1 % (-23,6 % en France) par rapport aux douze mois précédents, passant de 50 800 logements commencés d'avril 2022 à mars 2023, à 37 600 d'avril 2023 à mars 2024.

► 8. Évolution du nombre de logements autorisés et commencés à la construction



Note : Données en cumul trimestriel, CVS-CJO, en date réelle estimée.

Source : SDES, Sittadel

Le nombre d'autorisations délivrées, indicateur avancé du nombre de futurs logements commencés, se redresse également légèrement au cours du premier trimestre (+1 050 logements). Néanmoins, le nombre d'autorisations délivrées depuis un an reste en repli de 20,6 % (-19,5 % en France) par rapport aux douze mois précédents, passant de 61 800 à 49 100. Cette diminution est cependant moins rapide que fin 2023 où elle atteignait -27,1 %.

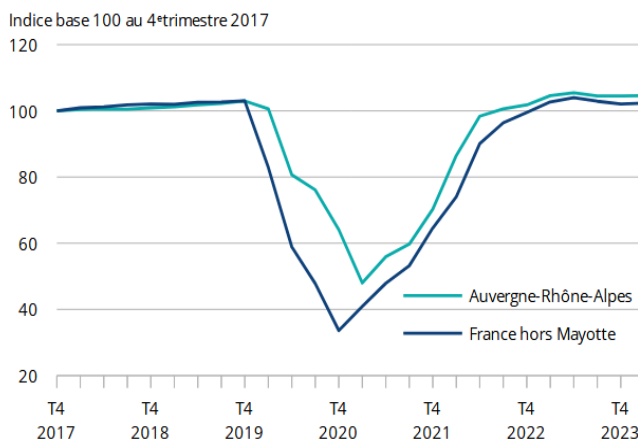
Les nuitées sont à nouveau orientées à la hausse au premier trimestre

Au premier trimestre 2024, les hôtels de la région ont comptabilisé 6,7 millions de nuitées, et se situent ainsi à un niveau quasi équivalent au premier trimestre 2023 (+0,4 %) ► **figure 9**.

Alors que la clientèle résidente recule de 4,3 %, celle des non-résidents progresse fortement avec une hausse de 11,7 %. Cette évolution est toutefois moins dynamique qu'au plan national. Avec 43 millions de nuitées en France métropolitaine, la fréquentation des hôtels augmente de 1,1 % en un an. Si la clientèle étrangère est en hausse de 6,3 %, celle des résidents est en baisse de 1,3 %.

Le nombre d'heures rémunérées dans l'hébergement témoigne encore de la bonne tenue de l'activité touristique : au premier trimestre, il augmente de 1,2 % par rapport à la même période de l'année précédente, après 3,3 % fin 2023. Ce secteur est particulièrement dynamique en Haute-Loire (+12,9 %) et dans une moindre mesure dans la Drôme, en Isère et dans le Rhône (autour de 5 %). L'activité ne diminue que dans l'Allier, le Puy-de-Dôme et la Savoie avec un recul compris entre -1,3 % et -0,8 %.

► 9. Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : Données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres en base 100 au 4^e trimestre 2017

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT).

Dans la restauration, l'activité est en légère hausse de 0,4 % en un an, après +1,1 % le trimestre précédent. La Haute-Loire et le Cantal sont particulièrement dynamiques (+10,7 % et +5,7 %). L'activité se replie dans l'Allier, en Ardèche, dans le Rhône, l'Ain et la Loire avec des baisses comprises entre -2,9 % et -1,1 %.

Megan Courthial, Pierre-Pascal Housez, Philippe Lagarde, Grégory Rabatel (Insee)

► Contexte national –

Du PIB, des Jeux, des inconnues

En France, l'activité a progressé modérément depuis deux trimestres (+0,2 % au premier trimestre 2024 après +0,3 % fin 2023). Cette croissance provient, comme ailleurs en Europe, d'une forte contribution du commerce extérieur. L'inflation a nettement reflué, s'établissant à +2,2 % sur un an en juin 2024, contre +4,5 % un an plus tôt. L'emploi salarié a quant à lui progressé solidement en début d'année (+0,3 %). Le climat des affaires se maintient en juin un peu en deçà de sa moyenne : la croissance s'établirait à +0,3 % au deuxième trimestre, avant de connaître un profil marqué au second semestre par l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris. Sur l'ensemble de l'année 2024, la croissance atteindrait +1,1 %, comme en 2023. La situation politique en France constitue cependant un aléa important pour les prochains mois.

► Contexte international –

En 2024, la zone euro sort de l'ornière

En 2023, tandis que la croissance américaine restait soutenue (+2,5 %), l'activité dans la zone euro est globalement demeurée étale (+0,6 %), pénalisée par des prix énergétiques élevés et les effets du resserrement monétaire. Toutefois, depuis le début de l'année, les économies européennes semblent repartir : la zone euro (+0,3 %) tout comme le Royaume-Uni (+0,7 %) ont renoué avec la croissance au premier trimestre. Ce retour de la croissance provient pour le moment essentiellement du commerce extérieur. À l'inverse, l'économie américaine (+0,4 % au premier trimestre) est restée tirée par une dynamique interne robuste, et notamment une orientation favorable de la politique budgétaire.

► Pour en savoir plus

- « Un trimestre en demi-teinte, des écarts sectoriels qui s'accroissent », Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes n° 41, mars 2024.
- Bilan économique 2023 : « L'activité économique revient à la normale, les effets de la crise sanitaire semblent derrière nous », Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes n° 37, juin 2023.
- « Du PIB, des Jeux, des inconnues », Note de conjoncture nationale, Insee, Juillet 2024.
- « Au premier trimestre 2024, l'emploi salarié est quasi stable ou en légère hausse dans toutes les régions », Insee Informations rapides n° 157, juin 2024.
- Tableau de bord de la conjoncture : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121840>.

